



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1997/207
10 mars 1997

ORIGINAL : FRANÇAIS

LETTRE DATÉE DU 10 MARS 1997, ADRESSÉE PAR LE CHARGÉ D'AFFAIRES
PAR INTÉRIM DE LA MISSION PERMANENTE DU ZAÏRE AUPRÈS DU PRÉSIDENT
DU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Sur instructions de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire parvenir le texte d'un mémorandum que le Gouvernement de la République du Zaïre a remis à M. l'Ambassadeur Mohammed Sahnoun, Représentant spécial des Secrétaires généraux de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation de l'unité africaine dans la région des Grands Lacs, lors de sa première visite à Kinshasa, le 17 février 1997 (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir publier la présente lettre ainsi que son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim,

Ministre plénipotentiaire,

Représentant permanent adjoint

(Signé) Khabouji N'ZAJI LUKABU

ANNEXE

Mémorandum en date du 17 février 1997, adressé au Représentant
des Secrétaires généraux de l'Organisation des Nations Unies
et de l'Organisation de l'unité africaine dans la région des
Grands Lacs par le Vice-Premier Ministre du Zaïre

I. INTRODUCTION

1. Le Gouvernement zaïrois est heureux de vous accueillir en République du Zaïre. Il a accueilli avec joie votre désignation en qualité de Représentant spécial des Secrétaires généraux de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation de l'unité africaine dans la région des Grands Lacs.
2. Le Gouvernement zaïrois attache une grande importance à votre mission, d'abord en raison de l'ampleur et de la complexité de la crise dans la région des Grands Lacs et ensuite, parce que c'est la première fois qu'ensemble l'ONU et l'OUA font reposer la charge de résoudre une telle crise entre les mains d'une seule et même personnalité, représentant les deux Organisations.
3. Comme vous l'a dit le Président de la République du Zaïre, au cours de l'audience qu'il vous a accordée le samedi 15 février 1997 à Gbadolite, et si, comme le pense également le Gouvernement zaïrois, vous jouez bien votre rôle, vous pouvez être assuré de sa totale collaboration.
4. Tout ce que la République du Zaïre, État Membre de l'ONU et de l'OUA, victime d'une agression aussi injustifiée que non provoquée, demande, c'est que son cas soit traité avec justice et équité, avec objectivité et impartialité et qu'il lui soit réservé un traitement non discriminatoire.
5. La République du Zaïre est aujourd'hui en transition parce que les délégués de toutes les forces vives du pays, de toute la classe politique et de toutes les provinces, se sont réunis en 1991-1992 en Conférence nationale souveraine à Kinshasa pour procéder à la relecture de l'histoire nationale et en tirer des leçons pour mieux forger et orienter leur devenir commun. Personne n'a été expressément exclu de cette assemblée des délégués du peuple zaïrois. Après délibérations, ils en ont tous retiré la conviction qu'il fallait rompre avec l'ordre politique ancien et instaurer un État de droit démocratique.
6. C'est ainsi qu'a été mis en place l'ordre institutionnel de la transition, dont la mission principale est de baliser la voie vers la IIIe République, en suscitant des réflexes compatibles avec l'exigence démocratique de l'État de droit, en procédant à des réformes politiques économiques, sociales, juridiques et culturelles majeures de nature à générer un contexte propice à l'instauration de l'État de droit démocratique et en conduisant le pays à des élections libres, transparentes et démocratiques dont personne ne saurait être exclu. Ces élections doteront la IIIe République des dirigeants investis de la légitimité politique.
7. C'est au cours de cette année que la longue période de transition va prendre fin avec l'organisation des élections générales sur toute l'étendue du territoire national. Elles seront précédées par l'adoption par voie

/...

référendaire de la nouvelle constitution sur laquelle le consensus national s'est déjà dégagé. La solution de la crise dans l'est du Zaïre et la restauration de l'autorité de l'État zaïrois sur les provinces agressées sont un élément indispensable à la recherche des solutions à la crise des Grands Lacs.

II. MISSION DU REPRÉSENTANT SPÉCIAL DES SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX
DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DE L'ORGANISATION
DE L'UNITÉ AFRICAINE DANS LA RÉGION DES GRANDS LACS

8. Le Gouvernement zaïrois a pris connaissance des tâches qui ont été assignées au Représentant spécial et qui sont de trois ordres :

a) Favoriser, grâce à ses bons offices, le règlement pacifique des divers conflits qui sévissent dans la région, en se concentrant surtout, dès le départ, dans l'est du Zaïre et au Burundi;

b) Préparer une conférence internationale sur la paix, la sécurité et le développement dans la région;

c) Contribuer, grâce à ses bons offices, à préserver l'unité et l'intégrité territoriale du Zaïre.

9. À ce sujet, le Gouvernement zaïrois voudrait faire observer ce qui suit :

- Il est nécessaire de préciser, pour son édification, quelles sont les parties concernées par les bons offices du Représentant spécial et le règlement pacifique des conflits, ainsi que la nature des conflits.

En effet, pour le Zaïre, il ne saurait être question de légitimer des personnes que les pays voisins agresseurs ont armées contre lui. Ensuite, dans la région des Grands Lacs, les conflits ne doivent pas être circonscrits seulement au Zaïre et au Burundi. Il y a un grave conflit interne Tutsi-Hutu au Rwanda, qui est à la base de toute l'effervescence observée actuellement dans la région, et il y a un autre grave conflit qui oppose le Gouvernement ougandais à son opposition intérieure armée, conflit qui a servi de prétexte pour attaquer le Zaïre.

Et c'est de ces conflits-là qu'est née la crise dans l'est du Zaïre. Ces conflits Tutsi-Hutu au Rwanda et au Burundi, Hima-Badanda en Ouganda, qui se résument en conflits Tutsi-Bantou, ont été exportés en territoire zaïrois, alors que la République du Zaïre, qui compte plus de 450 tribus, ne connaît pas ce problème.

Aussi longtemps qu'une solution juste et durable n'aura pas été trouvée à ces conflits, il sera difficile de ramener la paix et la stabilité dans la région des Grands Lacs.

- La République du Zaïre a toujours défendu l'idée d'une conférence internationale sur la crise dans la région des Grands Lacs, qui devrait aborder, d'une manière intégrée, les problèmes en rapport avec la protection des réfugiés, l'assistance nécessaire à leur réinsertion

/...

sociale, l'aide aux pays d'asile et d'origine, les problèmes de réhabilitation, de reconstruction, de sécurité aux frontières, de bon voisinage, de circulation de personnes et de biens, et de développement régional, sans oublier les questions qui sont à l'origine de l'exode massif et cyclique des réfugiés du Rwanda et du Burundi.

Alors que cette idée avait été acceptée par tout le monde dès septembre 1994, c'est le Secrétariat général de l'ONU qui l'a rejetée parce que le Gouvernement du Rwanda, craignant qu'une telle conférence n'offre l'occasion aux réfugiés rwandais d'y prendre part, s'y était opposé.

C'est une bonne chose que le Conseil de sécurité revienne aujourd'hui sur cette idée. Mais le Zaïre considère que la réussite totale de cette conférence passe par :

- a) Le retrait préalable de toutes les troupes étrangères du territoire zaïrois;
- b) La non-négociation des questions de politique intérieure et de souveraineté nationale du Zaïre que sont l'intégrité territoriale, l'intangibilité des frontières et la nationalité;
- c) Une préparation minutieuse de ces assises;
- d) La définition claire et préalable de tous les objectifs, pour éviter les ambiguïtés préjudiciables à la paix et à la sécurité dans la région.

C'est pourquoi une consultation approfondie ou une reconsultation, si on se rappelle l'initiative de l'Ambassadeur Jesus, est absolument nécessaire auprès de tous les États de la région.

Après sa tournée de consultation, le Représentant spécial pourrait présenter à ces États l'ébauche de son plan pour observations éventuelles.

Le Gouvernement zaïrois estime par ailleurs qu'après la déclaration du Président du Conseil de sécurité du 7 février 1997 (S/PRST/1997/5), l'enchaînement des étapes devrait être le suivant :

- a) Dépôt du rapport du Représentant spécial sur la première évaluation de sa tournée dans la région;
- b) Réunion du Conseil de sécurité pour examiner la plainte de la République du Zaïre et la suite réservée à la déclaration du Président du Conseil de sécurité du 7 février 1997, à la lumière du rapport du Représentant spécial;

- c) Adoption d'une résolution formelle :
 - i) Condamnant l'agression du Zaïre;
 - ii) Demandant la cessation des hostilités et le retrait immédiat de toutes les troupes étrangères, y compris les mercenaires, du territoire zaïrois;
 - iii) Fixant les mécanismes de contrôle du retrait des troupes étrangères et de surveillance de l'application de la résolution;
 - iv) Réaffirmant l'intégrité territoriale et l'inviolabilité des frontières internationalement reconnues du Zaïre et des autres États de la région;
 - v) Définissant les voies et moyens du respect des principes cardinaux ci-dessus par les pays agresseurs;
 - vi) Ordonnant la cessation des incursions transfrontalières;
 - vii) Garantissant la protection des réfugiés et des personnes déplacées;
 - viii) Décidant des réparations dues à la République du Zaïre pour les dégâts et les préjudices subis du fait de la présence massive, inédite et prolongée des réfugiés rwandais sur le territoire zaïrois, de l'agression dont le Zaïre a été victime, des atteintes à la vie et à l'intégrité physique des éléments du Contingent zaïrois pour la sécurité dans les camps des réfugiés (CZSC) dont plusieurs sont morts et d'autres mutilés à la suite des attaques perpétrées par les armées régulières du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi contre les camps de réfugiés;
 - ix) Décidant du retour sans conditions de tous les réfugiés rwandais et burundais, y compris les ex-Forces armées rwandaises et les miliciens, dans leur pays;
 - x) Ordonnant la recherche d'une solution pacifique aux conflits interethniques qui déchirent l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi;
 - xi) Décidant de placer sous embargo militaire, l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi dont les visées expansionnistes et la dérive guerrière ont été largement démontrées à l'occasion de la crise dans la région des Grands Lacs.

Le Gouvernement zaïrois est persuadé qu'une telle résolution permettrait de réunir toutes les conditions de réussite de la Conférence internationale sur la paix, la stabilité, la coopération et le développement dans la région des Grands Lacs, en même temps qu'elle

/...

permettrait au Gouvernement zaïrois d'organiser en 1997 des élections générales, libres, transparentes et démocratiques sur toute l'étendue du territoire national. Ces élections seraient ouvertes à tous les Zaïrois qui ont des ambitions politiques et qui remplissent les conditions électorales requises.

En effet, pour le Gouvernement zaïrois, les élections constituent une voie pacifique qui exclut tout recours à la violence comme mode d'accès au pouvoir.

Par ailleurs, et en attendant la fin de la guerre à l'est du Zaïre, le Gouvernement zaïrois s'est engagé à organiser le référendum constitutionnel, convaincu que l'adoption de la nouvelle constitution, qui doit régir l'État de droit démocratique de la IIIe République, est l'expression de la volonté du peuple zaïrois d'opérer un saut qualitatif, en passant de l'ordre ancien à l'ordre nouveau.

Il espère que les partenaires bilatéraux et multilatéraux du Zaïre apprécieront à sa juste valeur ce saut qualitatif pour raviver la coopération avec le Zaïre et lever l'embargo qui frappe cette coopération depuis 1993.

Il n'est, en effet, pas juste que le Zaïre ait été placé sous embargo au moment où ses agresseurs ont été autorisés à acheter des armes pour l'agresser, comme s'il était responsable de la fuite des réfugiés rwandais hutus, y compris les ex-Forces armées rwandaises et les Interhamwe, sur son territoire en juillet 1994.

III. ÉLECTIONS AU ZAÏRE

10. Le Gouvernement zaïrois a pris acte avec satisfaction de la décision du Secrétaire général de l'ONU de désigner, en la personne de Monsieur Lansana Kouyate, un Représentant spécial chargé de suivre le processus électoral en République du Zaïre.

11. La désignation de ce dernier, intervenue avec l'accord du Gouvernement zaïrois, sollicité par le Secrétaire général, implique que le Représentant spécial de l'ONU et de l'OUA dans la région des Grands Lacs ne s'occupe plus expressément de la question des élections au Zaïre.

12. Tout en reconnaissant le fait que les élections au Zaïre donnent une réponse à certains faux problèmes posés par ses agresseurs et que le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU et du Secrétaire général de l'OUA peut utiliser l'argument des élections pour l'opposer à certains de ses interlocuteurs qui veulent se servir de paravents zaïrois pour déstabiliser la République du Zaïre, qui est déjà engagée dans la voie du changement, de par le voeu de la Conférence nationale souveraine (CNS), il demeure que les élections sont une affaire intérieure au Zaïre à laquelle l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi n'ont rien à voir. Raison pour laquelle, aussi bien le Gouvernement zaïrois que l'Union européenne ont entrepris des démarches auprès du Secrétaire général de l'ONU pour que le dossier de la crise dans la région des Grands Lacs soit séparé du dossier relatif au processus électoral au Zaïre.

/...

13. À la suite de l'accord intervenu sur ce point entre le Secrétaire général de l'ONU et le Premier Ministre Kengo wa Dongo, le Gouvernement zaïrois ne comprendrait pas que le suivi du processus électoral au Zaïre soit confié à une autre personne qu'à l'Envoyé spécial désigné.

Le Vice-Premier Ministre,

Ministre des affaires étrangères

(Signé) Gérard KAMANDA wa KAMANDA
